

Écoles Cazals n'est plus seul, l'inspecteur est "dérouté"

RAPPEL

→ Hier, 384 lettres de désobéissance ont été déposées au rectorat sur le modèle Cazals. Un ultimatum est lancé

Bastien Cazals a fait des petits. 384 au total ! De quoi remplir largement une école maternelle. Hier, à 15 h, devant le rectorat, l'intersyndicale avait donné rendez-vous à tous les enseignants "désobéissants". Objectif : remettre le maximum de lettres de désobéissance à l'inspecteur d'académie « pour qu'il comprenne enfin que Bastien Cazals n'est pas un cas isolé ». Il y a trois semaines, l'instituteur védasien avait ouvert la voie en envoyant un courrier au président de la République. Plus qu'une missive de ras-le-bol, un refus d'appliquer certaines directives nationales, dont l'aide personnalisée aux enfants. Les sanctions infligées à Cazals, durant les derniers jours, n'ont pas échaudé le milieu enseignant. Au contraire. Hier, alors que l'intersyndicale misait sur environ 150 lettres, ce sont 384 enseignants qui se sont jetés à l'eau. Sébastien R., Laurence C., Marion H., Ju-



L'instituteur védasien a ouvert la voie. Hier, devant le rectorat, les "désobéissants" étaient nombreux. J.-M. MART

lie S., Raoul M... Ils ont signé en nom propre. « Pour montrer que Bastien n'est pas seul, que le malaise est profond et général. Les sanctions ne nous font pas peur. » Des instituteurs, des directeurs d'école. L'effet Cazals a désormais largement dépassé Saint-Jean-de-Védas et Montpellier. 384 lettres de Teyran à Servian, en passant par Paulhan, Montagnac ou encore La Tour-sur-Orb, les maternelles sont en ébullition. Au-delà des lettres, ce sont pas moins

de 4 500 signatures qui ont également été récoltées sous la bannière "Une école pour Victor et Hugo". Hier, l'intersyndicale lançait donc un ultimatum. « Si, le 6 janvier, les sanctions de Cazals et des deux directrices qui ont refusé d'appliquer la base élèves ne sont pas levées, nous appellerons à la grève totale le mardi 13 janvier ! », promettait Joël Vezinhet, du SnuiPP-FSU.

A l'issue d'une heure d'entretien avec Philippe Destouches, le secrétaire général de

l'inspection académique, la situation aboutissait à l'impasse "donnant donnant".

« La forme que prend le mouvement les embête ! Ils proposent de lever les sanctions à condition que nous rentrions dans le rang. On n'est pas dans la même logique. L'inspecteur est dérouter, troublé par cette initiative collective qui ne respecte pas le schéma classique d'une grève », résumait fièrement l'intersyndicale. ●

S. C.